



Face à l'explosion des violences, l'UFAP UNSa Justice refuse l'oubli et exige la sécurité pour les personnels

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 21 septembre 2026

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé, mais la douleur et la colère restent intactes. Le 21 septembre 1971, à la maison centrale de Clairvaux, l'infirmière Nicole COMTE et le surveillant Guy GIRARDOT étaient lâchement assassinés au cours d'une prise d'otages d'une sauvagerie inouïe.

Cinquante-cinq ans plus tard, **l'UFAP UNSa Justice** s'incline avec le même respect devant la mémoire de ces deux agents exemplaires, fauchés dans l'exercice de leurs fonctions.

Ce jour-là, face à la détermination macabre de deux détenus prêts à tout pour s'évader, Nicole et Guy ont fait preuve d'un professionnalisme et d'une dignité absolus jusqu'au dénouement tragique de l'assaut.

Leur sacrifice suprême n'est pas une simple page d'histoire : il est un rappel permanent des risques extrêmes liés à nos métiers.

Pourtant, force est de constater que les décennies passent et que l'État refuse toujours de tirer les leçons du passé. Aujourd'hui, en 2026, la réalité de nos détentions est alarmante : la violence explose, la surpopulation asphyxie les structures et le quotidien des personnels est rythmé par les insultes, les menaces et les agressions physiques.

Travailler en mode dégradé, sous-dotés et livrés à eux-mêmes face à une insécurité chronique met en péril direct la vie de nos collègues.

L'UFAP UNSa Justice ne tolère pas cette inaction coupable des pouvoirs publics. Protéger ceux qui garantissent la sécurité des prisons et de la société n'est pas une variable budgétaire, c'est un devoir républicain.

Nous exigeons immédiatement des engagements fermes et des investissements massifs : un plan d'urgence pour les effectifs, un renforcement drastique de la sécurité et une modernisation profonde de nos organisations et méthodes de travail.

Parce que le plus beau des hommages reste la protection des vivants, **l'UFAP UNSa Justice** continuera de se battre sans relâche pour qu'aucun agent ne paye de sa vie son engagement quotidien pour la République.

Le Secrétaire Général,

Alexandre CABY